

(A)

(N° 14.)

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 28 NOVEMBRE 1928

Rapport de la Commission de la Justice chargée de l'examen du Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1929.

(Voir le n° 5-IV du Sénat.)

Présents : MM. BRAUN, président ; ASOU, DE CLERCQ, DE LEY, DISIÈRE, LEBON,
LECLERCQ, LIGY, PAULSEN, VAN FLETEREN, VINCK et DU BOST, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le Budget du Ministère de la Justice, pour l'année 1929, est fixé pour les dépenses ordinaires à la somme de 284,383,963 francs et pour les dépenses exceptionnelles à la somme de 15 millions 85,000 francs, soit ensemble à la somme de 299,468,963 francs.

Les crédits prévus pour l'année 1928 ne s'élevaient qu'à la somme de 296 millions 80,716 francs 55 centimes.

Le Budget qui vous est soumis se traduit, en conséquence, par une augmentation nette de fr. 3,388,246.45.

*
* *

PREMIÈRE SECTION.

DÉPENSES ORDINAIRES.

A. Les principales augmentations sont les suivantes :

I. — Traitements.

Le Budget de la Justice étant essentiellement un budget de traitements, la péréquation des traitements, à laquelle

il a été procédé au cours de l'exercice 1928, devait nécessairement avoir une importante répercussion sur celui qui est soumis actuellement à votre examen.

Elle se révèle par les augmentations ci-après :

CHAPITRE II.

Ordre judiciaire.

Traitements. — Art. 7, 9, 11, 13, 17 : 3,271,813 francs.

CHAPITRE VI.

Publications officielles.

ART. 23. — Traitements et salaires du personnel de la Direction et des ateliers du *Moniteur* : 281,600 francs.

CHAPITRE VII.

Cultes.

Traitements — Art. 26, 27, 29, 30, 31, 33 : 2,970,765 francs.

CHAPITRE IX.

Office de la protection de l'Enfance.

Personnel : 182,300 francs.

CHAPITRE X.

ART. 50. — Personnel : 1,266,500 fr.

De ces majorations, les unes (chap. II et VII) résultent de l'application de la loi du 3 juillet 1928, modifiant les traitements de la magistrature et du clergé ; les autres de l'application des arrêtés royaux des 16 décembre et 26 juillet 1928.

II.

Les majorations du chef de matériel, frais de bureau, chauffage, éclairage, entretien sont justifiées par la hausse des prix.

III.

ART. 28. — Subsidés aux provinces, aux communes et aux fabriques d'église, pour les édifices servant au culte catholique et l'ameublement des églises, 1,690,000 francs.

Votre Commission désirant obtenir des éclaircissements au sujet de ce crédit, une question a été adressée par votre rapporteur au Département de la Justice ; celui-ci y a répondu comme suit :

« L'inscription d'un crédit de 2 millions de francs à l'article 28 du budget pour l'exercice 1929, permettra au Département de la Justice de renoncer à la règle qu'il avait été contraint d'adopter et en vertu de laquelle il n'accordait plus de subsides que pour la réparation des toitures des églises classées comme monuments et pour la restauration de ces édifices endommagés par un sinistre. Son intervention pourra donc, dorénavant, s'étendre à tous les travaux de réparation ou de restauration qu'exigeront les édifices du culte, qu'ils soient classés ou non. »

A raison de la hausse constante des matériaux, des fournitures et de la

main-d'œuvre, le poids des dépenses de réparation ou de restauration est à ce point onéreux qu'une aide puissante de l'Etat est indispensable pour permettre aux provinces, aux communes et aux fabriques d'église de remplir les obligations légales qui leur incombent en la matière.

En dehors des églises classées, dont le merveilleux ensemble monumental et artistique constitue, pour la Belgique, une richesse nationale inappréciable, qu'elle ne peut laisser dépérir, il y a dans le pays de nombreuses églises non classées dont la prompte réfection s'impose.

De ne point pourvoir, en temps utile, aux travaux nécessaires pour remettre les édifices du culte en état, serait grever l'avenir d'une charge écrasante.

Est-ce à dire que, dans des circonstances exceptionnelles et à raison du caractère spécial de tel ou tel édifice du culte, une demande de subvention ne puisse être accueillie, puisqu'il n'y a pas de règle sans exception dont le Gouvernement reste juge ?

Pour faire apparaître la modération du crédit sollicité — 2,000,000 de francs — qu'il suffise de rappeler que celui prévu pour le même objet avant la guerre s'élevait à 900,000 francs, à multiplier au minimum par le coefficient 9, ce qui représente en monnaie actuelle quelque 8,100,000 francs, soit quatre fois plus que le chiffre figurant au budget de 1914.

IV.

CHAPITRE VIII.

Bienfaisance.

ART. 37. — Subsidés à accorder : a) à titre extraordinaire à des provinces, à des communes, à des œuvres et à des établissements de bienfaisance, etc. ; b) à titre de secours à des aliénés, 500,000 francs.

La construction de certains établis-

sements hospitaliers ne peut plus être retardée.

Le poste de 1,500,000 francs est déterminé avec modération puisqu'un crédit de 200,000 francs, représentant actuellement 1,800,000 francs, était inscrit au budget de 1914.

Office de la protection de l'Enfance.

ART. 44. — Entretien des enfants confiés à des personnes privées ou à des organismes divers, 200,000 francs.

Cette majoration est justifiée par le réajustement du taux de la journée d'entretien.

*
* *

B. Les diminutions intéressantes sont les suivants :

ART. 2 — *Administration Centrale.*

Traitements des fonctionnaires, employés et gens de service, 872,400 francs.

De 9,419,700 francs ce poste a été ramené à 8,547,600 francs.

Cette diminution est la conséquence des économies réalisées par suite du départ d'un certain nombre d'agents qui n'ont pas été remplacés, de la réduction très sensible des cadres et de la suppression momentanée des promotions. Elle provient dans une certaine mesure du fait que les prévisions des dépenses à résulter de l'application des arrêtés royaux, relatifs à la péréquation des traitements et à la suppression des retenues, ont été surestimées.

Prisons.

ART. 55. — Diminution de 300,000 francs sur les acquisitions des matières premières destinées aux ateliers des prisons.

ART. 59. — Traitements de disponibilité, pensions et secours.

Réduction de 413,150 francs découlant de celle du nombre d'agents en disponibilité.

*
* *

Il est à remarquer que des suppléments de crédit devront être sollicités comme conséquence de l'application des dispositions suivantes de la loi du 18 août 1928 :

ART. 7. — La nomination de deux conseillers et d'un avocat général à la Cour de cassation entraînera une dépense supplémentaire de 289,000 francs.

ART. 9. — Les nominations qui seront faites dans les Cours d'appel augmenteront les charges d'une somme de 225,000 francs.

*
* *

DEUXIÈME SECTION.

DÉPENSES EXCEPTIONNELLES.

Répertoire législatif.

ART. 70. — Le crédit affecté à la publication d'un Répertoire coordonné des lois actuellement en vigueur en Belgique est porté de 30,000 à 110,000 francs, pour permettre celle du premier volume de ce répertoire.

Ce nouveau répertoire, destiné à remplacer la *Pasinomie*, comprendra, vous vous le rappellerez, toutes les lois actuellement en vigueur expurgées des lois abrogées.

L'initiative de ce travail considérable a été prise par des savants tels que MM. Dejonghe et Servais et le Conseil de législation a été chargé de le poursuivre, en s'adjoignant, pour mener la tâche à bonne fin, des juristes éminents.

Les Chambres ont reconnu l'utilité de ce répertoire en votant un crédit de 50,000 francs pour chacune des années 1922, 1923, 1924 et 1925.

D'après les renseignements fournis, ce crédit, qui n'a pas été entièrement dépensé, couvrirait les frais de collaboration des avocats travaillant à la préparation du répertoire, sous la direction du Conseil de législation, les frais de location d'un local et autres dépenses.

Il fut réduit à 40,000 francs en 1926, grâce à la suppression des frais de location du local, puis à 30,000 francs depuis lors.

Ne pas publier le répertoire serait certes perdre le bénéfice du travail qui est accompli.

Mais plusieurs membres, en rendant un hommage mérité à l'œuvre réalisée, estiment que tout en présentant une réelle utilité, elle ne revêt pas un caractère de nécessité.

Ils font valoir dans ce sens que, dans la pratique, l'immense majorité des juristes n'ont à faire usage que du *Recueil des lois ou des codes annotés*, que ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils ont recours à la *Pasinomie* pour rechercher si une loi est ou non abrogée ou consulter les documents et les discussions parlementaires et qu'au surplus la *Pasinomie* n'eut que peu d'abonnés et moins encore d'acheteurs.

Ces motifs, joints à la considération essentielle qu'en égard à l'état actuel de nos finances, la compression des dépenses reste indispensable, ont amené votre Commission à proposer au Sénat la suppression dans le Budget actuel de l'article 70.

*L'Œuvre nationale des Orphelins
de la guerre :*

ART. 71. — Le crédit demandé passe de 12,000,000 de francs à 12,535,000 francs.

Cette œuvre patriotique a fait, l'an dernier, l'objet d'un exposé complet et particulièrement intéressant dû au rapporteur de votre commission. Son rapport constatait que l'œuvre considérait que le crédit sollicité pour 1928 constituait un strict minimum, puisqu'il ne correspondait qu'à une dépense moyenne de 800 francs par orphelin.

En égard à l'augmentation du prix de toutes choses, il est devenu insuffisant et, puisqu'aussi bien aucune exagération de dépenses n'a été signalée, nul ne songera à entraver l'essor d'une

œuvre présentant un intérêt national de premier plan.

Votre Commission tient à cœur de renouveler le témoignage de son inaltérable gratitude à tous ceux qui, avec zèle, dévouement et abnégation prodiguent leur concours au sein des commissions nombreuses qui se partagent une tâche noble entre toutes, celle de secourir ceux que la guerre a laissés orphelins et d'assurer leur avenir.

* *

L'Administration de la Justice n'est pas sans rapporter à l'Etat des recettes appréciables, révélées par le Budget des Voies et Moyens.

ART. 37. — Produits divers des prisons fr. 6,300,000

ART. 40. — Produit de la régie du *Moniteur* . . 8,300,000

ART. 67. — Remboursement des provinces pour réparations et entretien des maisons d'arrêt, etc 60,869

ART. 73. — Recouvrement des frais d'entretien et d'éducation des enfants internés, etc. . 3,700,000

TOTAL. . . fr. 18,510,869

Présentant pour l'ensemble une augmentation de 137,885 francs, comparativement au budget antérieur.

La régie du *Moniteur belge* donne des résultats de plus en plus fructueux et les prévisions du budget de 1928, soit 8,400,000 francs, se trouvent dépassées de 200,000 francs dans le budget actuel.

Des renseignements fournis par le Département de la Justice, il résulte que ceux de l'exercice 1927 sont particulièrement éloquents. Ils nous révèlent, en effet, que le bénéfice *net* atteint le chiffre de 4,407,000 francs, soit à peu près les quatre cinquièmes du capital mis en 1924 à la disposition de la direction du *Moniteur belge* pour entamer

le programme d'industrialisation de l'imprimerie officielle. La majoration des bénéfices nets de 1927 sur ceux de 1926 dépasse 2,410,000 francs, ce qui est d'autant plus intéressant qu'ils sont le produit du premier exercice *normal*, puisque ce n'est qu'à partir de l'année 1927 que la direction a pu se dégager des pertes dont la charge incombait au budget d'autres Départements.

La majoration des bénéfices trouve sa source d'une part dans les perfectionnements apportés à l'outillage, par l'acquisition d'une nouvelle machine à imprimer et d'une clicherie moderne, et d'autre part dans l'augmentation des produits nets des abonnements, annonces, insertions, ventes au numéro, notamment pour le *Moniteur belge* proprement dit et pour le *Recueil* de plus en plus volumineux des actes des sociétés commerciales.

En présence de ces résultats, qui ouvrent les meilleures perspectives pour l'avenir, votre Commission estime que l'organisation et la direction du *Moniteur belge* sont dignes d'un vif éloge.

* *

A ces recettes, il y a lieu d'ajouter celles qui sont perçues par l'Administration de la Trésorerie mais résultant de l'Administration de la Justice :

ART. 39. — Recettes du chef de la délivrance des visas des passeports (comprises dans cet article)		fr.	3,050,000
ART. 17. — Droits de Greffe			6,000,000
Naturalisations. (Chiffre fourni par le Département)			50,000
TOTAL.		fr.	9,100,000

Il est rappelé ici qu'il n'est pas tenu compte du recouvrement des frais de justice et du produit des amendes pénales dont les recettes sont faites par

l'Administration de l'enregistrement et qui atteignent des millions.

* *

Amendes pénales.

ART. 23 du Budget des Voies et Moyens.

L'intéressant rapport de M. Asou, sur le budget de 1928, constatait que l'exagération du taux des amendes pénales n'avait donné de bons résultats ni au point de vue matériel, parce que beaucoup de condamnés avaient préféré subir l'emprisonnement que de les payer; ni au point de vue moral, parce que de plus fortunés qu'eux échappaient à l'incarcération moyennant argent.

Votre Commission avait, en conséquence, émis le vœu que l'on en revînt à une majoration plus modérée de ce taux que celle fixée par l'article 176 de la loi du 2 janvier 1926, modifiée par l'article 37 de la loi du 2 juin 1927.

Depuis lors, la législature a été saisie d'un projet de loi tendant à ramener cette majoration de 90 décimes à 60 décimes.

Tenant compte de cette circonstance, la prévision budgétaire, qui s'élevait à 12,000,000 de francs l'an dernier a été fixée pour 1927 à 10,000,000 de francs.

* *

LES FERMES-ÉCOLES.

Le Budget des recettes et dépenses pour ordre accuse les résultats suivants de l'exercice 1927-1928 :

Exploitations agricoles autonomes de l'Etat.

VI. — Soldent en bénéfice :

Saint-André-lez-Bruges	fr.	38,628 89
Etablissement pénitentiaire de Merxplas . . .		167,392 42

Colonies de bienfaisance à Merxplas, Hoogstraeten et Wortel.	941,890	22
Moll	14,887	49
Saint-Hubert	72,324	81
Colonie — Asile d'aliénés à Reckheim	90,000	»
Ferme d'Ypres (Institut royal de Messines)	87,330	66
TOTAL. . . . fr.	1,412,454	49
D'où à déduire les pertes subies par l'exploita- tion de Ruyssede	50,760	44
SOLDE fr.	1,361,694	05

La diminution considérable des recettes résulte, pour Ruyssede, des ravages causés aux récoltes par la grêle

et d'une épizootie; pour Saint-Hubert, de la médiocrité des récoltes et des dévastations commises par le gros gibier. Elle est donc due à la force majeure.

Votre Commission, par 7 voix contre 4, a l'honneur de vous proposer l'adoption du projet de budget qui vous est soumis.

Le Rapporteur, *Le Président,*
DU BOST. ALEXANDRE BRAUN.

**Amendement présenté par la
Commission.**

—
Article 70. — A supprimer.

(λ)

(N^r 14.)

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 28 NOVEMBER 1928

Verslag uit naam der Commissie voor de Justitie, belast met het onderzoek der Begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1929.

(Zie n^r 5-IV van den Senaat.)

Aanwezig : de heeren BRAUN, voorzitter; ASOU, DE CLERCQ, DE LEY, DISIÈRE, LEBON, LECLERQ, LIGY, PAULSEN, VAN FLETEREN, VINCK en DU BOST, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De Begrooting van Justitie voor 1929 is bepaald, voor de gewone uitgaven, op de som van 284,383,963 frank, en voor de buitengewone uitgaven op de som van 15,085,000 frank, zegge te zamen op 299,468,963 frank.

De voor 1928 voorziene credieten bedroegen slechts fr. 296,080,716-55.

De U voorgelegde begrooting boekt derhalve eene netto verhooging van fr. 3,388,246-45.

* * *

EERSTE SECTIE.

GEWONE UITGAVEN.

A. De bijzonderste verhoogingen zijn de volgende :

I. — *Wedden.*

Daar de Begrooting van Justitie hoofdzakelijk eene begrooting van wedden is, moest de perequatie, waartoe er in den loop van het dienstjaar 1928 werd overgegaan, noodzakelijk een aanzienlijken

weerslag hebben op de U thans voorgelegde begrooting.

Zij geeft aanleiding tot de volgende verhoogingen :

HOOFDSTUK II.

Rechterlijke Macht.

Wedden. — Artikelen 7, 9, 11, 13, 17 : 3,271,813 frank.

HOOFDSTUK VI.

Officieele uitgaven.

ART. 23. — Jaarwedden en dagloonen van het personeel van bestuur en werkhuisen van den *Moniteur* : 281,600 fr.

HOOFDSTUK VII.

Eerediensten.

Wedden. — Artikelen 26, 27, 29, 30, 31, 33 : 2,970,765 frank.

HOOFDSTUK IX.

Dienst voor kinderbescherming.

Personeel : 182,300 frank.

HOOFDSTUK X.

Gevangeniszen.

ART. 50. — Personeel : 1,266,500 fr.

Van deze verhoogingen zijn de eene (hoofdstukken II en VII) te wijten aan de toepassing der wet van 3 Juli 1928, houdende wijziging der wedden van de leden der magistratuur en der geestelijkheid, en de andere aan de toepassing der Koninklijke besluiten van 16 December 1927 en 26 Juli 1928.

II.

De verhoogingen voor materieel, kantoorkosten, verwarming, licht en onderhoud zijn gewettigd door de stijging der prijzen.

III.

ART. 28. — Toelagen aan provinciën, gemeenten en kerkfabrieken voor de gebouwen tot den katholieken eeredienst dienende en voor de meubileering van de kerken, 1,690,000 frank.

Daar uwe Commissie nadere inlichtingen over dit crediet wenschte te bekomen, heeft uw verslaggever tot het Departement van Justitie eene vraag gericht. Hieronder het antwoord :

« Het uittrekken van een krediet van 2 miljoen frank bij artikei 28 der begrooting voor 1929, moet aan het Departement van Justitie toelaten af te zien van den regel, dien het verplicht werd te volgen, en krachtens denwelke er nog enkel toelagen werden verleend voor het herstel der daken van de als monumenten gerangschikte kerken, en voor het herstel dezer gebouwen, die door een ramp werden geteisterd. Voortaan zal de tusschenkomst van het Departement zich derhalve kunnen uitbreiden tot al de werken van herstelling of bijwerking, die de al dan niet gerang-

schikte gebouwen van den eeredienst zullen vergen. »

Gezien de gestadige stijging van materialen, benoodigdheden en werkkrachten, is de last der uitgaven voor herstelling of bijwerking zoo zwaar dat een aanzienlijke hulp van den Staat onontbeerlijk is om aan de provinciën, de gemeenten en de kerkfabrieken toe te laten de wettelijke verplichtingen na te komen die te dezer zake op hen drukken.

Buiten de gerangschikte kerken, wier merkwaardig geheel onder monumentaal en artistiek opzicht voor België een onschatbare nationale rijkdom is, dien het niet mag laten vervallen, bestaan er in het land tal van niet gerangschikte kerken, wier spoedige herstelling geboden is.

Met niet te gepasten tijde te voorzien in de noodige werken om de gebouwen van den eeredienst te herstellen, zou men op de toekomst een verpletterenden last doen wegen.

Beteekent zulks dat, in buitengewone omstandigheden en wegens den bijzonder aard van een of ander gebouw van den eeredienst, eene aanvraag van toelage niet kan worden in aanmerking genomen, vermits er geen regel bestaat zonder uitzondering, waarover de Regeering moet uitspraak doen ?

Om aan te toonen hoe gematigd het aangevraagde crediet — 2,000,000 frank — is, weze het voldoende er op te wijzen dat het voor hetzelfde doel vóór den oorlog voorziene crediet 900,000 frank bedroeg. Dit crediet dient ten minste met het coefficient 9 vermenigvuldigd, hetgeen in onze huidige munt ongeveer 8,100,000 frank vertegenwoordigt, zegge vier maal meer dan het in de begrooting voor 1929 voorkomend bedrag.

IV.

HOOFDSTUK VIII.

Weldadigheid.

ART. 37. — Toelagen te verleenen :
a) als buitengewone toelagen aan pro-

vinciën, aan gemeenten, aan werken en aan gestichten van weldadigheid, enz.; b) tot onderstand aan behoeftige krankzinnigen, 500,000 frank.

Met het bouwen van sommige weldadigheidsgestichten mag niet meer worden gedraald.

De post van 1,500,000 frank is gematigd, vermits er op de begroting voor 1914 een crediet was voorzien van 200,000 frank, hetgeen thans 1,800,000 frank vertegenwoordigt.

Dienst voor Kinderbescherming.

ART. 44. — Onderhoud van de kinderen door den Minister van Justitie toevertrouwd aan privaatspersonen of aan allerlei instellingen, 200,000 frank.

Deze verhooging is gewettigd door de heraanpassing van het bedrag van den onderhoudsdag.

*
* *

B. De meest belangrijke verminderingen zijn de volgende:

ART. 2. — *Hoofdbestuur.*

Wedden der ambtenaren, beambten en bedienden, 872,100 frank.

Van 9,419,700 frank werd deze post verminderd tot 8,547,600 frank.

Deze vermindering is het gevolg van bezuinigingen, verwezenlijkt door het heengaan van een zeker aantal ambtenaren, die niet werden vervangen, van de merklijke inkrimping der kaders en van de tijdelijke schorsing van bevorderingen. In eene zekere maat is zij hieraan te wijten dat de ramingen der uitgaven, waartoe de toepassing der Koninklijke besluiten betreffende de aanpassing der wedden en de afschaffing der afhoudingen zou aanleiding geven, werden overschat.

Gevangeniszen.

ART. 55. — Vermindering van 300,000 frank op den aankoop van grondstoffen voor de werkhuizen der gevangeniszen.

ART. 59. — Wedden van beschikbaarheid, pensioenen en hulpgelden.

Vermindering van 443,150 frank uit hoofde der vermindering van het aantal beschikbaar gestelde bedienden.

*
* *

Op te merken valt dat er aanyullende credieten zullen dienen aangevraagd ingevolge de toepassing van de volgende bepalingen der wet van 18 Augustus 1928:

ART. 7. — De benoeming van twee raadsheeren en van een advocaat-generaal bij het Hof van Cassatie zal aanleiding geven tot eene bijkomende uitgave van 289,000 frank.

ART. 9. — De benoemingen bij de Hoven van beroep zullen de lasten doen stijgen met 225,000 frank.

*
* *

TWEEDE SECTIE.

UITZONDERLIJKE UITGAVEN.

Opgave der wetten.

ART. 70. — Het crediet voor het uitgeven van eene geordende opgave der thans in België van kracht zijnde wetten werd opgevoerd van 30,000 tot 110,000 frank, ten einde de uitgave van het eerste deel dezer opgave mogelijk te maken.

Dit nieuw repertorium, dat de *Pcsionomie* moet vervangen, zal, zooals gij U wel zult herinneren, behelzen al de thans van kracht zijnde wetten, waaruit de ingetrokken wetten zijn weggevallen.

Het initiatief van dit reusachtig werk werd genomen door geleerden zooals de heeren Dejonghe en Servais, en de Raad voor Wetgeving werd gelast dit werk voort te zetten; om de taak tot een goed einde te brengen werden er aan den Raad uitstekende rechtsgeleerden toegevoegd.

De Kamers hebben het nut van dit repertorium erkend met een crediet van 500,000 frank te stemmen voor elk der jaren 1922, 1923, 1924 en 1925.

Blijkens verstrekte inlichtingen, moest dit crediet, dat niet geheel werd uitgegeven, dienen om de kosten te dekken van de medewerking der advocaten, die aan de voorbereiding van het repertorium medehelpten onder de leiding van den Raad voor wetgeving, alsmede om den huurprijs van een lokaal en andere uitgaven te dekken.

In 1926 werd het crediet gebracht op 40,000 frank, dank zij de afschaffing der huurkosten van het lokaal, en sedertdien op 30,000 frank.

Met het repertorium niet te laten verschijnen, zou stellig het voordeel van den reeds verwezenlijkten arbeid verloren gaan.

Doch verscheidene leden, ofschoon zij aan het tot stand gebrachte werk eene verdiende hulde brengen, oordeelen dat het ofschoon nuttig toch niet dringend is.

Zij doen gelden dat in de practijk de overgrootste meerderheid van de rechtskundigen geen gebruik moeten maken van het *Recueil des lois ou des codes annotés*, dat zij slechts bij uitzondering hun toevlucht nemen tot de *Pasinomie* om na te gaan of eene wet al dan niet is ingetrokken of om de parlementaire stukken en handelingen te raadplegen, en dat trouwens de *Pasinomie* slechts weinige abonnees en nog minder koopers telde.

Deze redenen, alsmede de allergevoeligste beschouwing dat, gezien den huidige toestand onzer financiën, de inkrimping der uitgaven onontbeerlijk blijft, hebben uwe Commissie er toe doen besluiten aan den Senaat voor te stellen in de huidige begrooting artikel 70 te doen wegvallen.

Nationaal Werk der Oorlogswezen.

ART. 71. — Het aangevraagde crediet wordt opgevoerd van 12,000,000 frank tot 12,535,000 frank.

Dit vaderlandschlievend werk was verleden jaar het voorwerp van een volledige en bijzonder belangwekkende uiteenzetting door den verslaggever uwer Commissie. Hij stelde vast dat het werk het crediet, voor 1928 gevraagd, als een uiterst minimum beschouwde, vermits het maar overeenstemde met een gemiddelde uitgave van 800 frank per weeskind.

Gelet op de algemeene stijging der prijzen is het ontoereikend geworden, en vermits daarbij op geen enkele overdeven uitgave werd gewezen, zal niemand er aan denken den bloei te stremmen van een werk dat een nationaal belang van eerste gehalte heeft.

Uwe Commissie hecht er aan, haar voortdurenden dank te hernieuwen aan al degenen die met vlijt, toewijding en offervaardigheid hun medewerking verleenen aan de talrijke commissiën welke zich een alleredelste taak verdeelen, namelijk degenen die de oorlog wees heeft gemaakt, bij te staan en hun toekomst te verzekeren.

*
* *

Het Beheer van Justitie blijft niet zonder aan den Staat merkelijke ontvangsten te bezorgen, bekendgemaakt in de Begrooting van 's Lands Middelen.

ART. 37. — Verschillende opbrengsten der gevangenissen . fr. 6,300,000

ART. 40. — Opbrengst der regie van den *Moniteur*. 8,300,000

ART. 67. — Terugbetalingen door de provinciën voor herstellingen en onderhoud der arresthuizen, enz. 60,869

ART. 73. — Invordering van de kosten van onderhoud en opvoeding der geïnterneerde kinderen, enz. 3,700,000

TOTAAL. . fr. 18,510,869

Voormeld bedrag beteekent over het geheel een vermeerdering van 137,885 frank, vergeleken bij de vorige begrooting.

Het Staatsbedrijf van het *Staatsblad* brengt meer en meer op en de vooruitzichten voor 1928, zijnde 8,100,000 fr., worden in de huidige begrooting met 200,000 frank overschreden.

Uit de inlichtingen door het Departement van Justitie verstrekt blijkt dat deze over het dienstjaar 1927 bijzonder sprekend zijn. Zij maken ons inderdaad bekend dat de *zuivere* winst 4 miljoen 407,000 frank bereikt, hetzij ongeveer de vier vijfden van het kapitaal, in 1924 ter beschikking gesteld van den bestuurder van den *Moniteur* om het programma der industrialiseering van de officieele drukkerij aan te vatten.

De verhooving van de netto-winsten van 1927 op die van 1926 bedraagt meer dan 2,410,000 frank, wat van des te grooter belang is daar zij de opbrengst uitmaken van het eerste normaal dienstjaar, vermits het Bestuur zich pas vanaf 1927 heeft kunnen vrij maken van de verliezen waarvan de last op de begrooting van andere Departementen woog.

De verhooving der winsten is voor een deel te wijten aan de verbetering van de uitrusting, den aankoop van eene nieuwe drukmachine en van een moderne cliché-instelling en ook aan de vermeerdering van de netto-opbrengst van de abonnementen, aankondigingen, inlasschingen, verkoop per nummer onder meer voor het eigenlijke *Staatsblad* en voor de steeds lijdigere *Verzameling* van de akten der handelsvennootschappen.

Gelet op die uitslagen die hoopvol zijn voor de toekomst, is uwe Commissie van meening dat de inrichting en het beheer van den *Moniteur belge* grooten lof verdienen.

* *

Bij die ontvangsten dienen diegenen gevoegd die geïnd worden door het

Bestuur der *Thésaurie*, doch voortkomen van het Beheer der Justitie.

ART. 39. — Opbrengst der rechten van visa's voor passen (in dit artikel begrepen) fr. 3,050,000

ART. 17. — Griffierechten . 6,000,000
Naturalisatiën (cijfer door het Departement verstrekt) 50,000

TOTAAL. . . . fr. 9,100,000

Hier mag niet worden vergeten dat geen rekening wordt gehouden met de invordering der gerechtskosten en de opbrengst der strafboeten, die geïnd worden door het Beheer der Registratie en in de miljoenen loopen.

* *

Strafboeten.

ART. 23 van de Begrooting van 's Lands Middelen.

Het belangwekkend verslag van den heer Asou over de begrooting voor 1928, stelde vast dat de overdrijving van het bedrag der strafboeten geen goede uitslagen had opgeleverd noch op stoffelijk gebied, omdat vele veroordeelden verkozen gevangenisstraf uit te doen dan te betalen; noch op zedelijk gebied omdat meer gegoeden dan zij aan de gevangenisstraf ontsnapten mits betaling.

Als gevolg daarvan had uwe Commissie den wensch uitgedrukt dat men zou overgaan tot een meer gematigde verhooving dan die voorzien bij artikel 176 der wet van 2 Januari 1926, gewijzigd bij artikel 37 der wet van 2 Juni 1927.

Sedertdien werd bij de wetgeving een wetsontwerp ahangig gemaakt waarbij deze verhooving met 90 deciemen op 60 deciemen wordt gebracht.

Rekening houdend met deze omstandigheid, wordt deze post op de begrooting die het vorig jaar 12,000,000 frank

bedroeg voor 1929 op 10,000,000 frank bepaald.

DE SCHOOLHOEVEN.

De Begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor order geeft voor het dienstjaar 1927-1928 de volgende uitgaven :

Autonome landbouwexploitaties van den Staat.

VI. — Sluiten met een batig saldo :

Sint-Andries-bij-Brugge, fr.	38,628	89
Strafinrichting te Merxplas.	167,392	42
Weldadigheidskoloniën te Merxplas, Hoogstraeten en Wortel	941,890	22
Moll	14,887	49
Saint-Hubert	72,324	81
Kolonie. — Krankzinnigen gesticht te Reckheim. . .	90,000	»
Hoeve te Yper (Koninklijk Instituut te Meesen) . . .	87,330	66
TOTAAL. . fr.	1,412,454	49
Af te trekken verliezen der exploitatie van Ruysselede.	50,760	44
SALDO. . fr.	1,361,694	05

De merkelijke vermindering der ontvangsten is te wijten, voor Ruysselede, aan de vernieling van den oogst door hagel en aan ziekte onder het vee; voor Saint-Hubert aan den minderwaardigen oogst en de vernielingen door grof wild. Al gevallen van overmacht.

Uwe Commissie, met 7 tegen 4 stemmen, heeft de eer U voor te stellen de begroting goed te keuren die U wordt voorgelegd.

De Voorzitter,
ALEXANDRE BRAUN.

De Verslaggever,
DU BOST.

Amendement door de Commissie voorgesteld.

Artikel 70. — Te doen wegvallen.